

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LELY ENVIRONNEMENT

135 Rue Vaucanson
38340 Voreppe

Références : 2025 - Is114-3SD
Code AIOT : 0006103167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement LELY ENVIRONNEMENT implanté lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par l'arrêté préfectoral n°DDPP-2017-12-19, la société LELY est autorisée à poursuivre l'exploitation en rehausse de son installation de stockage de déchets non dangereux. Conformément au chapitre 8.9 de l'arrêté préfectoral susvisé, la société LELY ENVIRONNEMENT a remis le 6 mars 2025 en mains propres un dossier intitulé : "DOE Alvéole Rehausse 7A, 7B, 7C et 7D" ; relatif au récolement général des travaux réalisés avant mise en œuvre de la BSP-BSA du sous-casier 7 puis de leur mise en œuvre.

L'objectif de la visite et du contrôle documentaire est de vérifier le respect de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et de l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017. Ce dossier

doit établir la conformité de l'alvéole aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les contrôles fournis ont été effectués par des organismes tiers dont la liste est établie dans le dossier. Le dossier comporte l'ensemble des pièces justificatives telles que plans, résultats de contrôles par les organismes compétents, résultats d'essais et d'analyses, notices techniques, photographies, etc...

Une visite d'inspection des installations a eu lieu le 22 avril 2025. Lors de cette visite, l'Inspection a constaté que les dispositions et aménagement définis dans le dossier sont respectés (voir notamment points de contrôle 14 et 15). La fiche d'instruction en annexe du présent rapport liste les vérifications effectuées. Des compléments ont été sollicités par courriel du 27 mai 2025 au sujet des calculs de stabilité, du plan du réseau de drainage, de l'ancrage de la géomembrane, et du système de captage du biogaz. Les réponses apportés par l'exploitant le 4 juin 2025 sont satisfaisantes.

La visite a également été l'opportunité de vérifier les suites de l'inspection de l'année passée (voir les points de contrôle 1 à 3) et de mener une action régionale sur les fuites de méthanes et les conditions d'admission des déchets en ISDND.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELY ENVIRONNEMENT
- lieu-dit L'Echaillon 38210 Saint-Quentin-sur-Isère
- Code AIOT : 0006103167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LELY ENVIRONNEMENT exploite sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère une installation de stockage de déchets non dangereux. Le site compte également une plateforme mâchefers, une plateforme de compostage et une plateforme de bois ainsi qu'un centre de tri mis en activité en 2023.

Les activités sont régies par plusieurs arrêtés préfectoraux dont l'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n° DDPP-IC-2017-12-19 du 19 décembre 2017, et les arrêtés préfectoraux complémentaires (APC) n° DDPP-IC-2019-04-17 du 17 avril 2019 (agrandissement de la plateforme bois) et n° DDPP-DREAL UD38-2023-02-17 du 16 février 2023 (centre de tri).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'instruction du Dossier des Ouvrages Exécutés du sous-casier 7, dont la fiche d'instruction est annexé au présent rapport, des compléments apportés par courriel le 4 juin 2025, et l'examen de plusieurs points lors de l'inspection permettent de conclure à la conformité du nouveau sous-casier. Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, son exploitation peut désormais débuter et des déchets peuvent y être admis.

Cependant, il a été constaté que l'exploitant n'a pas transmis pour avis à l'inspection des installations classées le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Seuls les résultats des analyses déjà menées ont été transmis. Ce point

avait déjà fait l'objet de remarques dans le rapport d'inspection du 25 août 2022 pour l'ouverture du sous-casier 6 et dans le rapport d'inspection du 30 avril 2024 pour l'ouverture du sous-casier 5. Les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 devront impérativement être respectées pour le prochain dossier d'ouverture de casier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bassin de rétention des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	Demande d'action corrective	1 mois
6	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV	Demande d'action corrective	6 mois
7	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II	Demande d'action corrective	1 mois
9	Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III	Demande d'action corrective	1 mois
11	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de tri			
13	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6	Sans objet
3	Procédure d'admission des déchets sur site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1	Sans objet
4	Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I	Sans objet
10	Déclaration GEREP des émissions en CH4	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet
12	Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1	Sans objet
14	Ancrage de la géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2025, article 9	Sans objet
15	Collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 avril 2025 a permis de relever plusieurs non conformités détaillées dans les fiches de constats ci-dessous. En particulier :

- les analyses du biogaz capté ne sont pas complètes ;
- la cartographie des émissions diffuses de méthane n'a pas été réalisée ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un programme de détection et de réparation des fuites;
- les producteurs des déchets admis au sein de l'ISDND n'ont pas transmis d'attestation sur l'honneur concernant leurs obligations de tri
- l'exploitant n'a pas fait réaliser de rapport annuel de caractérisation des déchets admis

Ces non conformités ont fait l'objet de demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Drainage et collecte des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque groupe d'alvéoles n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane de la barrière de sécurité active, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé. La charge hydraulique est contrôlée et enregistrée hebdomadairement dans chaque puits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare qu'une sonde permet de mesurer la hauteur des lixiviats en fond d'alvéole et que cette mesure est réalisée au moins mensuellement et reporté dans un registre, qui n'est pas accessible le jour de la visite.</p> <p>Les lixiviats sont pompés si la mesure montre un niveau supérieur à un seuil défini.</p> <p>Le rapport annuel d'activité 2024 transmis le 11 juin 2025 montre que la hauteur des lixiviats est mesurée de façon hebdomadaire dans les casiers qui en produisent encore.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bassin de rétention des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 4.3.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, constitution des bassins de rétention des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que le repère permettant de visualiser le volume de réserve utilisé</p>

uniquement en cas d'aléa (production importante de lixiviats) n'est pas présent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place un repère visible permettant d'identifier le volume de réserve du bassin de stockage des lixiviats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Procédure d'admission des déchets sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2017, article 8.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :[...] <ul style="list-style-type: none"> • réalise une pesée ; • réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement ; • délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
Constats : Le rapport de 2023 indiquait : <i>"Lors de l'inspection, un camion LELY, identifié par la benne R1542 contenant des déchets destinés au centre de stockage, est entré sur le site sans s'arrêter pour suivre les opérations d'admission. Le chauffeur a indiqué vouloir déposer sa benne pour pouvoir repartir en chercher une autre étant en retard sur son planning. Il comptait ensuite vider les deux bennes à la suite. L'exploitant a indiqué que c'était une pratique interdite mais pour autant régulièrement pratiquée par certains chauffeurs. La DREAL rappelle que la procédure d'admission n'est pas dérogeable et que chaque benne entrant sur le site doit être contrôlée et pesée dès son arrivée afin d'assurer la traçabilité des déchets, d'éviter les trafics de déchets et de contrôler la quantité de déchets enfouie. La DREAL alerte également l'exploitant sur la possibilité physique d'éviter la bascule et donc les contrôles : en effet, seule l'inspectrice sur place a constaté le passage du camion, les opérateurs sur place étant occupés avec d'autres chauffeurs n'ont rien remarqué. Des actions correctives allant au-delà du rappel écrit aux chauffeurs devront être proposées. Il est évident que ceux-ci connaissent la procédure mais choisissent délibérément de ne pas la suivre. Une organisation empêchant strictement cette pratique devra être mise en place dans les meilleurs délais."</i> Le rapport de 2024 indiquait : <i>"Lors de l'inspection de 2024, l'exploitant a indiqué qu'une barrière magnétique permettant de contrôler rigoureusement l'entrée serait mise en place à la fin du premier trimestre 2024. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection de la DREAL sur site."</i>

<p>Lors de la visite du 22 avril 2025, L'Inspection constate qu'une barrière permettant d'empêcher le contournement des ponts bascules a été mise en place. Aucun comportement similaire a celui observé en 2023 n'a été constaté et les chauffeurs entrant sur le site au moment de l'inspection ont respecté la procédure d'admission des déchets. C'est satisfaisant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lorsqu'une alvéole est fermée, des forages dans le dôme de déchets sont réalisés et des tuyaux permettant de capter le biogaz sont mis en place. Un puits de captage est présent tous les 20 à 25 mètres.</p> <p>Le biogaz capté est traité, épuré, et valorisé en fabrication d'électricité par un moteur (800 MWh) et en chaleur (800 kWh) utilisée pour le séchage du bois (plateforme bois). En cas de panne ou de maintenance du moteur, 5 micro-turbines peuvent également produire de l'électricité.</p> <p>Une torchère de sécurité est également présente. Celle-ci n'a pas été utilisée depuis plusieurs années.</p> <p>Le volume de biogaz valorisé est mesuré. En mars 2025, 511 130 Nm3 de biogaz ont été valorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du</p>

biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

L'exploitant indique que des contrôles du niveau de pression ainsi que de la qualité du biogaz (CH₄, O₂ et H₂S) sont réalisées de façon hebdomadaire.

Ces résultats sont consignés dans un rapport mensuel. Le rapport de mars 2025 a été transmis par l'exploitant.

L'ensemble des paramètres indiqués à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ne sont cependant pas analysés. Les paramètres CO₂, CO, et H₂ sont manquant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter les analyses du biogaz capté pour qu'elles contiennent l'ensemble des paramètres de l'annexe II, à une fréquence mensuelle au minimum.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV

Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.
Constats : L'exploitant n'a réalisé aucune cartographie des émissions diffuses depuis l'entrée en vigueur de cette prescription (le 01/07/2016). Ce n'est pas satisfaisant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Réduction des émissions fugitives de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant n'a pas mis en place de programme de détection et de réparation des fuites. Ce n'est pas satisfaisant. L'exploitant indique qu'en cas de grosse fuite du réseau de captage du biogaz, le taux d'O ₂ mesuré augmente fortement, ce qui permet de détecter la fuite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre un programme de détection et de réparation des fuites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

Prescription contrôlée :

Article 12 - II

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.

Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.

A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

Article 21 - II

L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

Le prestataire responsable des équipements de valorisation et d'élimination était absent le jour de la visite. La mesure en continu du volume du biogaz éliminé et de la température des gaz de combustion n'a pas pu être vérifiée.

D'après le rapport mensuel de mars 2025 transmis par l'exploitant, le temps de fonctionnement et le débit de biogaz traité sont mesurés. La température n'apparaît pas dans le rapport mensuel.

Un tableau résumant le plan de maintenance préventive 2025 de la centrale biogaz a été transmis

le 13 mai 2025 par l'exploitant. Ce-dernier indique quels contrôles sont prévus au cours de l'année et lesquels ont été effectués. Les critères permettant de considérer que les équipements sont fonctionnels ne sont pas précisés dans ce tableau. Ce dernier ne contient pas d'éléments concernant la maintenance de la torchère de sécurité.

Une liste des contrôles réglementaires réalisés sur l'installation de valorisation du biogaz en 2024 est présente dans le rapport annuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mesurer la température des gaz de combustion.

L'exploitant doit inclure la torchère de sécurité à son programme de contrôle des équipements de valorisation et de destruction du biogaz.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection un programme plus détaillé que le tableau transmis le 13 mai 2025. Ce programme doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, et notamment comprendre les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Sinon, l'exploitant doit établir un tel programme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

Prescription contrôlée :

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :
SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

CO : 150 mg/Nm3.
<p>Constats :</p> <p>Le seul équipement de destruction du biogaz est la torchère de sécurité. Elle a fonctionné seulement quelques jours et n'est donc pas encore soumise au contrôle par un laboratoire agréé.</p> <p>L'équipement étant à l'arrêt et le prestataire responsable de cet équipement étant absent le jour de la visite, la consigne de température de combustion n'a pas pu être vérifiée. Les résultats d'analyse de la qualité des rejets atmosphériques n'ont pas non plus pu être consultés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre les derniers résultats d'analyse de la qualité des rejets de la torchère de sécurité. Par ailleurs, il doit suivre et enregistrer son temps de fonctionnement afin de réaliser le contrôle par un laboratoire agréé après 4 500 heures de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Déclaration GEREPE des émissions en CH4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GEREPE des émissions en CH4
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne déclare pas d'émissions de CO2 ou CH4 sur GEREPE (bloc ISDND). L'exploitant estime être largement inférieur au seuil de 100 t/an.</p> <p>L'exploitant déclare sur GEREPE les émissions suivantes (bloc combustion) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SOx = 7 kg/an • NOx = 3 t/an

- poussières totales = 76 kg/an
- HF < 1kg/an
- HCl = 0
- COVNM = 323 kg/an

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier l'estimation des émissions de CH₄. Ce point sera contrôlé lors de la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,
 2° Les papiers graphiques ;
 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.
 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

L'exploitant déclare que les producteurs de déchets et les collectivités ne fournissent pas de justificatif du respect des obligations de tri. L'exploitant propose d'intégrer l'attestation sur l'honneur aux fiches d'information préalable, mais émet des doutes sur l'impact de cette attestation sur la qualité réelle du tri.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit demander aux producteurs de déchets non dangereux non pris en charge par le service public de gestion des déchets une attestation sur l'honneur comprenant la liste de leurs obligations de tri et la description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations.
 L'exploitant doit également demander aux collectivités apportant des déchets des documents justifiant du respect des obligations de collecte séparée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Prescription contrôlée :

I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]

II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

- les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;
- la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
<p>Constats :</p> <p>Au cours de l'inspection, plusieurs extraits d'enregistrement ont été consultés (différentes conditions météo et différents horaires). Les plaques des camions sont visibles et le contenu des camions peut être identifié lors du déchargement.</p> <p>Une des caméras est cependant mal positionnée, et filme le sol. L'exploitant indique que la camera a bougé récemment et qu'elle sera remise en place rapidement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que toutes les caméras sont correctement orientées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rappel des déchets interdits</p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;</p> <p>4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;</p>

5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;

III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :

1° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;

Prescription contrôlée

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

L'exploitant indique qu'il ne reçoit pas de rapports annuels de caractérisation de la part des producteurs de déchets.

L'inspection constate qu'un contrôle visuel des déchets déchargés dans l'ISDND est effectué par les opérateurs. L'exploitant indique que les bennes sont très rarement refusées mais qu'en cas de non-conformité, elles sont réorientées vers le centre de tri qu'il exploite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser ou faire réaliser un rapport annuel de caractérisation pour chacun des producteurs de déchets admis au sein de l'ISDND.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Ancrage de la géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2025, article 9
Thème(s) : Autre, Ouverture sous-casier 7
Prescription contrôlée : I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».
Constats : L'inspection constate que la barrière de sécurité active est ancrée sur deux côtés du sous-casier 7. La tranchée d'ancrage est décrite dans le DOE et est satisfaisante. Sur les deux autres côtés, la géomembrane déborde largement sans être ancrée. Elle est en revanche lestée par des big-bags dans l'attente de l'aménagement des futurs casiers. Dans les compléments apportés par courriel le 4 juin 2025, l'exploitant indique que lors de l'aménagement des futurs casiers attenants au sous-casier 7, la nouvelle géomembrane sera raccordée (par extrusion ou double soudure) à celle posée lors de l'aménagement de la rehausse 7 pour assurer une continuité de l'étanchéité du massif de déchets en rehausse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que la géomembrane non ancrée soit correctement maintenue en place et qu'elle ne soit pas endommagée au cours de l'exploitation du sous-casier 7.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Autre, Ouverture sous-casier 7
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.
Constats : L'inspection constate la présence d'un réseau de drains en fond de casier, rejoignant un puisard situé en point bas et équipé d'une pompe. Une couche drainante de galets d'une épaisseur de 50 centimètres est également mise en place.
Type de suites proposées : Sans suite